

TURQUIE

Erdogan accuse un général américain de «prendre le parti des putschistes»

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé hier un général américain de «prendre le parti des putschistes» pour avoir dit craindre que les purges en cours en Turquie n'aient des conséquences sur les relations bilatérales avec les Etats-Unis.

«Vous prenez le parti des putschistes au lieu de défendre un pays qui a mis en échec la tentative de coup d'Etat», a déclaré M. Erdogan après une cérémonie dans un centre d'entraînement de l'armée bombardé par les putschistes dans la nuit du 15 au 16 juillet. Quarante-sept per-

sonnes y avaient été tuées, une des attaques les plus meurtrières commises par les mutins.

«Celui qui a ourdi le coup d'Etat est déjà dans votre pays et vous le nourrissez», a-t-il ajouté, évoquant le prédicateur Fethullah Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis dont Ankara

demande l'extradition. Le général américain Joseph Votel, commandant des opérations du Pentagone au Moyen-Orient, a déclaré jeudi soir, selon des médias américains, pendant un colloque organisé par le centre de réflexion Aspen, «craindre l'impact que pourraient avoir» les purges en cours dans l'armée turque sur les relations que Washington entretient avec des membres de la hiérarchie militaire turque.

Interrogé pour savoir si certains des interlocuteurs de Washington au sein de l'armée turque étaient déte-

nus, il a répondu : «Oui, je pense que certains sont en prison». Le général a souligné que la Turquie était un partenaire très important de son pays dans la lutte contre le groupe Daesh entre autres en termes de partage de renseignements. Ce pays, qui a mis à disposition de la coalition internationale menée par Washington la base aérienne d'Incirlik pour procéder à ses frappes aériennes en Irak et en Syrie, «est plus qu'un endroit où nous entreposons nos équipements», avait ajouté le général américain



Photo : DR

Recep Tayyip Erdogan.

AUTODÉTERMINATION AU SAHARA OCCIDENTAL

L'étau se resserre autour du Maroc

L'étau se resserre autour du Maroc dont l'isolement international se fait sentir de plus en plus, après l'appel de l'UA à la nécessité pour le peuple sahraoui de jouir pleinement de ses droits légitimes. Voilà que le Conseil de sécurité vient d'appeler, à son tour, à la nécessaire reprise des négociations entre Rabat et le Front Polisario afin de parvenir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Le Conseil de sécurité a appelé, il y a deux jours, à la reprise des négociations entre le Front Polisario et le Maroc. Les membres du CS ont été unanimes quant à l'impérative relance des négociations directes entre les parties au conflit, afin de parvenir à une solution politique qui pourvoit au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Le dernier sommet de l'UA (17-18 juillet à Kigali) a été une occasion, pour l'organisation continentale, de réaffirmer sa position

immuable vis-à-vis de la cause sahraouie appelant à l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Pour ce faire, le Conseil de sécurité a mis l'accent sur la nécessité de permettre à la Mission des Nations-Unies, l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (Minurso) d'accomplir pleinement ses missions et de reprendre ses activités dans les plus brefs délais.

«Nous sommes prêts à répondre positivement à la demande du Secrétaire général et de son envoyé spécial (pour la relance des négociations), mais Christopher Ross nous a fait part des difficultés qu'il éprouvait à obtenir la coopération du Maroc pour la relance du processus des négociations», avait déclaré mercredi le représentant sahraoui auprès de l'ONU, Ahmed Boukhari.

Le Maroc s'est conformé à la résolution du Conseil de sécurité concernant le retour de la Minurso dans les territoires sahraouis occupés, alors qu'il avait auparavant affirmé que sa décision était «souveraine et irréversible».

Les Nations-Unies avaient annoncé, la semaine écoulée, le retour du premier groupe de la composante civile de la Minurso à Laâyoune

occupée, dans l'attente d'une reprise progressive de ses activités. Cependant le Conseil de sécurité n'était pas parvenu lors de sa dernière réunion, à fixer une date pour le retour du reste du personnel de la mission.

Selon des rapports onusiens, la Minurso n'a pas encore repris ses activités en dépit de l'expiration des délais fixés à Rabat à cet égard.

Le ministre d'Etat et conseiller à la présidence de la République sahraouie, El Béchir Mustapha, a souligné que la politique de retour par groupe de la composante de la Minurso auquel recourt le Maroc, est contraire à la décision du Conseil de Sécurité.

Le Maroc avait expulsé en mars dernier, 75 membres de la composante civile de la Minurso en réaction aux déclarations du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, lors de sa tournée dans les camps des réfugiés sahraouis, dans lesquels il avait qualifié la situation au Sahara occidental d'«occupation».

Les autorités sahraouies ont exprimé leur disponibilité à faire la «paix» avec le Maroc, pour peu que ce dernier respecte les droits du peuple sahraoui.

PUBLICITÉ